

Corporation de la ville de

Corporation of the Town of



Vision du conseil municipal

Hawkesbury, par son emplacement stratégique et son bilinguisme, sera le pôle d'attraction industrielle, commerciale, culturelle et récréo-touristique qui, par l'essor de cette synergie, fera de Hawkesbury un attrait à découvrir dans l'Est ontarien.

Vision of the municipal council

Given its strategic location and bilingual status, Hawkesbury will be known as the core area for industrial, commercial, cultural, tourism and recreation activities, whose emerging synergy will characterize Hawkesbury as a place to discover in Eastern Ontario.

ORDRE DU JOUR

Réunion ordinaire du conseil

Le lundi 11 mars 2019

19h00

AGENDA

Regular meeting of Council

Monday, March 11, 2019

7:00 p.m.



Mise en garde / Warning

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint ont force de loi que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraits de sujets ont été effectués.

Merci

The documents attached to the following agenda have a legal binding only if they have been confirmed by the municipal council.

Please check with the administration to find out if any modification and/or withdrawals of subjects have been made.

Thank you

**Corporation de la ville de
Hawkesbury**

Réunion ordinaire du conseil

Le lundi 11 mars 2019

19h00

**Corporation of the Town of
Hawkesbury**

Regular Meeting of Council

Monday, March 11, 2019

7:00 p.m.

PAGES

1.	<u>Réflexion et ouverture de la réunion</u>	<u>Reflection and opening of the meeting</u>	
2.	<u>Adoption de l'ordre du jour</u>	<u>Adoption of the agenda</u>	
3.	<u>Divulgations de conflits d'intérêts</u>	<u>Disclosures of conflicts of interest</u>	
4.	<u>Adoption des procès-verbaux</u>	<u>Adoption of the minutes</u>	
	Aucun.	None.	
5.	<u>Rapports du maire et des conseillers</u>	<u>Reports of the Mayor and Councillors</u>	
6.	<u>Présentations</u>	<u>Presentations</u>	
	Aucune.		
7.	<u>Délégations</u>	<u>Delegations</u>	
	Aucune.	None.	
8.	<u>Période de questions</u>	<u>Question period</u>	
9.	<u>Sujets pour action</u>	<u>Matters requiring action</u>	
9.1	Nomination au poste de commis gestion du système de qualité, service de l'environnement	Nomination of Quality Management System (QMS) Clerk, Environment services	1 - 4
9.2	État de la rémunération et des indemnités 2018	Statement of Remuneration and expenses for 2018	5 - 13
9.3	Prendre soin de votre eau potable: Un Guide destiné aux membres des conseils municipaux	Taking Care of your Drinking Water: A Guide for Members of Municipal Councils	14 - 17
9.4	Opportunités Prescott & Russel Opportunities, réf.: Dépôt du rapport	Opportunities Prescott & Russel Opportunities, Re : Final report	18 - 21

final	acknoledgement	
10. <u>Règlements</u>	By-laws	
Aucun.	None.	
11. <u>Avis de motion</u>	Notices of motion	
Aucune.	None.	
12. <u>Rapports des services et demandes d'appui</u>	Services reports and requests for support	
12.1 Comité conjoint de recyclage, réf. : Achat d'un camion de recyclage et de bacs de récupération sur roues	Joint Recycling Committee - Re: Purchase of a recycling truck and rollout recycling containers	22 - 25
12.2 Demande d'appui – Canton de Stormont Sud, réf.: Révision du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO)	Request for support – Township of South Stormont, Re : Review of the Ontario Municipal Partnership Fund (OMPF)	26 - 31
12.3 Ratios de taxes et Programme de remise à l'égard des locaux vacants	Tax Ratios and Vacant Unit Rebate Program	32 - 42
13. <u>Période de questions des membres du conseil</u>	Question period from Council members	
14. <u>Réunion à huis clos</u>	Closed meeting	
14.1 Rémunération du personnel non syndiqué (selon l'article 11(1)(d) du règlement de procédures (sous pli séparé)	Non-Unionized staff remuneration (under Section 11(1)(d) of the Procedural by-law) (under separate cover)	
14.2 Personnel, réf. : Relation de travail, selon l'article 11(1)(d) du règlement de procédures)	Personnel, Re : Labour relation, under Section 11(1)(d) of the Procedural by-law	
14.3 Développement proposé pour le terrain du Christ-Roi, selon l'article 11 (1) (j) du règlement de procédures	Proposed development of the Christ-Roi land, under section 11 (1) (j) of the Procedural By-law	
14.4 Adoption du procès-verbal de la réunion à huis clos du 25 février 2019 (sous pli séparé)	Adoption of minutes of the in-camera meeting held on February 25, 2019 (under separate cover)	

15. Règlement de confirmation

15.1 **N° 17-2019** pour confirmer les délibérations du conseil.

Confirming by-law

N° 17-2019 to confirm the proceedings of Council. 43 - 44

16. Ajournement

Adjournment

Corporation de la ville de Hawkesbury

Recommandation au conseil

N° 2019-REC-18

N° de dossier:

Date de la réunion: 11 mars 2019

Objet: Nomination au poste de commis gestion du système de qualité, service de l'environnement

Recommandation

ATTENDU QUE Martin Perron, opérateur et responsable de la gestion du système de qualité, a obtenu une promotion à titre de surintendant, service de l'environnement le 1^{er} février 2019; et

ATTENDU QUE le poste de M. Perron n'a pu être comblé à l'interne; et

ATTENDU QUE la gestion d'un système de qualité est une tâche administrative et que le poste a été modifié et affiché à l'interne et l'externe.

Il est recommandé au Conseil de désigner Madame Nancy Beks au poste de commis au gestion du système de qualité, service de l'environnement à compter du 1^{er} mars 2019.

Note explicative, historique, mise en situation

Monsieur Martin Perron occupait le poste d'opérateur,système de qualité depuis que la province exige l'implantation et le maintien d'un système de gestion de qualité (quality management system –QMS) pour le service de l'environnement .

Suite à sa nomination à titre de surintendant, un affichage interne a été fait afin de lui trouver un remplacement. Or, aucune des candidature interne n'était qualifiée pour combler les besoins du poste. Une réévaluation des besoins du service a été débutée et il a été déterminé qu'un poste administratif était plus convenable pour l'exécution des tâches. Le syndicat, Syndicat Canadien de la Fonction Publique, local 1026, a été rencontré pour présenter le nouveau poste et l'échelle salariale qui a été évaluée équivalente à Account Clerk III dans la convention collective.

Le poste de commis en gestion du système de qualité a ensuite été affiché à l'interne puis à l'externe.

Lors de la présélection cinq (5) candidatures ont été retenues et rencontrées en entrevue les 11, 19 et 20 février 2019.

Suite à l'analyse des candidatures et des entrevues, le comité de sélection recommande l'embauche de Mme Nancy Beks pour combler le poste de commis, gestion du système de qualité– Service de l'environnement, sous réserve des conditions habituelles d'embauche.

Incidence au budget

Aucune

Études concernées

Sans objet

Documents de support

Aucun

Service(s) impliqué(s)

Environnement

Ressources humaines

Soumis et recommandé par



Dominique Dussault, directrice des ressources humaines



Martin Perron, surintendant, service de l'environnement

Commentaires du directeur général



Je supporte la recommandation.

Daniel Gatien, directeur général

Corporation of the Town of Hawkesbury

Recommendation to Council

N° 2019-REC-18

File N°:

Date of meeting: March 11, 2019

Subject: Nomination of Quality Management System (QMS) Clerk, Environment services

Recommendation

WHEREAS Martin Perron, Operator in charge of the Quality management system (QMS) was nominated as Superintendant, Environment services as of February 1st, 2019;

WHEREAS Mr. Perron's position was not filled internally; and

WHEREAS the QMS task is administrative by nature and that the position was modified and posted as such.

Therefore, it is recommended that Council appoint Ms. Nancy Beks as QMS Clerk, Environment Services as of March 18, 2019.

Explanation, history, context

Mr. Martin Perron held the position of Operator, QMS since the province requires implanted obligations regarding quality management systems (QMS) for water services.

Following the nomination of Mr. Perron as superintendent, environment services, an internal posting was issued in order to find a replacement. None of the internal candidates were qualified to fill the position. An evaluation of the department's needs determined that changing the position to an administrative position would be advisable. The union, the Canadian Union of Public Employees (CUPE), local 1026, was met to present the new position with the salary proposition. The salary scale was evaluated to Accounts Clerk III in the current collective agreement.

A new posting with for the now Clerk - QMS, Environment Services was first posted internally, then externally.

Interviews were held on February 11, 19 and 20, 2019 and 5 candidates were met.

The selection committee, comprised of Martin Perron and Dominique Dussault, is recommending the hiring of Mrs. Nancy Bekk in the position of Clerk – QMS, Environment Services, starting March 18, 2019 and subject to normal employment conditions.

Impact on budget

None

Relevant studies

None

Supporting document

None

Department(s) involved

Environment Services

Human Resources

Submitted and recommended by



Dominique Dussault, Human Resources Director

Martin Perron, Environment Services



Comments of the Chief Administrative Officer

I support the recommendation.


Daniel Gagné, CAO

Corporation de la ville de Hawkesbury

Recommandation au conseil

N° REC-2019-17

N° de dossier:

Date de la réunion: 11 mars 2019

Objet: État de la rémunération et des indemnités 2018

Recommandation

Il est recommandé au conseil de recevoir conformément à l'article 284 de la Loi de 2001 sur les municipalités, les états de la rémunération et des indemnités versées en 2018 aux membres suivants :

- Conseil municipal
- Commission des services de police de Hawkesbury
- Comité de dérogation mineure
- Commission de la bibliothèque publique de Hawkesbury
- Commission de l'Hydro Hawkesbury

Note explicative, historique, mise en situation

Selon la section 284 de la Loi sur les Municipalités, au plus tard le 31 mars de chaque année, le trésorier d'une municipalité remet au conseil de celui-ci un état détaillé de la rémunération et des indemnités versées l'année précédente aux personnes suivantes : chaque membre du conseil municipal ainsi que chaque personne qui n'est pas membre du conseil municipal et qui a été nommée par la municipalité à titre de membre d'un organisme, y compris un conseil local, à l'égard des services offerts en cette qualité.

Incidence au budget

Études concernées

Documents de support

Vous trouverez ci-joint les annexes suivantes pour l'année 2017 :

- Annexe (A), l'état détaillé de la rémunération et des indemnités versées aux membres du conseil municipal
- Annexe (B), l'état détaillé de la rémunération et des indemnités versées aux membres de la commission des services de police de Hawkesbury
- Annexe (C), l'état détaillé de la rémunération et des indemnités versées aux membres du comité de dérogation mineure
- Annexe (D), l'état détaillé de la rémunération et des indemnités versées aux membres de la commission de la bibliothèque publique de Hawkesbury
- Annexe (E), l'état détaillé de la rémunération et des indemnités versées aux membres de la commission de l'Hydro Hawkesbury

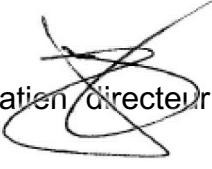
Service(s) impliqué(s)

Soumis et recommandé par



Philippe Timbers, trésorier

Commentaires du directeur général



Daniel Gagnon, directeur général

Corporation of the Town of Hawkesbury

Recommendation to Council

N° REC-2019-17

File N°:

Date of meeting: March 11, 2019

Subject: Statement of Remuneration and expenses for 2018

Recommendation

Recommended that Municipal Council receive in accordance with Section 284 of the Municipal Act, 2001, the 2018 statements of remuneration and expenses for the following members:

- Municipal Council
- Hawkesbury Police Service Board
- Minor Variance Committee
- Hawkesbury Public Library Board
- Hawkesbury Hydro Commission

Explanation, history, context

As per Section 284 of the Municipal Act, 2001, the Treasurer of a municipality shall in each year on/or before March 31st, provide to the council of a municipality an itemized statement of remuneration and expenses paid in the previous year to: each member of council and each person, other than a member of council, appointed by the municipality to serve as a member of any body, including a local board, in respect of his or her services as a member of the body.

Impact on budget

Relevant studies

Supporting document

You will find enclosed the following schedules for the year 2018:

- Schedule (A), detailed statement of remuneration and expenses paid to the Members of Council
- Schedule (B), detailed statement of remuneration and expenses paid to the Members of the Hawkesbury Police Service Board
- Schedule (C), detailed statement of remuneration and expenses paid to the Members of the Minor Variance Committee
- Schedule (D), detailed statement of remuneration and expenses paid to the Members of Hawkesbury Public Library Board
- Schedule (E), detailed statement of remuneration and expenses paid to the Members of the Hawkesbury Hydro Commission

Department(s) involved

Submitted and recommended by



Philippe Timbers, Treasurer

Comments of the Chief Administrative Officer



Daniel Oatien, CAO

Annexe "A" / Schedule "A"

CONSEIL MUNICIPAL/MUNICIPAL COUNCIL

État détaillé de la rémunération et des indemnités versées en 2018, conformément à l'article 284 de la Loi de 2001 sur les municipalités
Itemized Statement of Remuneration and Expenses paid in 2018 as per Section 284 of the Municipal Act, 2001

Membres du Conseil Members of Council	Salaires Remuneration	Autres rencontres Other meetings	Transport & Dépenses Travel & Expenses	Conférence Convention	Autres/Other Téléphone	Relation Publique Public Relation	Total Indemnités Total Expenses	Total
Charlebois, Jeanne	\$ 40,485.21	\$ 1,800.00		\$ 700.73			\$ 2,500.73	\$ 42,985.94
Chamaillard, André	\$ 22,077.74	\$ 1,575.00			\$ 440.00		\$ 2,015.00	\$ 24,092.74
Lalonde, Daniel	\$ 20,895.45				\$ 440.00		\$ 440.00	\$ 21,335.45
Ouellet, Pierre	\$ 21,009.45	\$ 450.00					\$ 450.00	\$ 21,459.45
Paquette, Yves	\$ 22,085.73	\$ 1,575.00		\$ 1,752.06	\$ 440.00		\$ 3,767.06	\$ 25,852.79
Portelance, Johanne	\$ 21,118.46	\$ 1,575.00				\$ 301.15	\$ 1,876.15	\$ 22,994.61
Thibodeau, Michel	\$ 21,043.46	\$ 825.00					\$ 825.00	\$ 21,868.46
Assaly, Paula J.	\$ 1,863.14						\$ -	\$ 1,863.14
Lefebvre, Robert	\$ 968.28			\$ 36.65			\$ 36.65	\$ 1,004.93
Tsourounakis, Antonios	\$ 968.28						\$ -	\$ 968.28
Bogue, Lawrence	\$ 968.28						\$ -	\$ 968.28
Campbell, Raymond	\$ 968.28						\$ -	\$ 968.28
	\$ 174,451.76	\$ 7,800.00	\$ -	\$ 2,489.44	\$ 1,320.00	\$ 301.15	\$ 11,910.59	\$ 186,362.35

Préparé par: Rébecca Ménard, Trésorière adjointe

le 1er février 2019

Vérifié par: Philippe Timbers, Trésorier

le 28 février 2019

Annexe "B" / Schedule "B"

Commission des services de police de Hawkesbury Police Service Board

État détaillé de la rémunération et des indemnités versées en 2018, conformément à l'article 284 de la Loi de 2001 sur les municipalités
Itemized Statement of Remuneration and Expenses paid in 2018 as per Section 284 of the Municipal Act, 2001

Membres de la Commission Police Service Board	Salaires Remuneration	Autres rencontres Other meetings	Transport & Dépenses Travel & Expenses	Conférence Convention	Relation Publique Public Relation	Autres Others	Total Indemnités Total Expenses	Total
Charlebois, Jeanne	\$ 2,152.17						\$ -	\$ 2,152.17
Robert Lefebvre	\$ 3,144.00						\$ -	\$ 3,144.00
Jacques Quesnel	\$ 186.72						\$ -	\$ 186.72
Luc Séguin	\$ 2,350.14						\$ -	\$ 2,350.14
	\$ 7,833.03	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 7,833.03

Les informations obtenus de Lynn Lemay Sabourin, Secrétaire de la Commission de la Police.
le 15 février 2019

G/L 1-6-22-1101

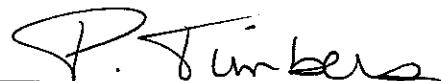
Annexe "C" / Schedule "C"

Comité de dérogation mineure/Minor variance committee

État détaillé de la rémunération et des indemnités versées en 2018, conformément à l'article 284 de la Loi de 2001 sur les municipalités
Itemized Statement of Remuneration and Expenses paid in 2018 as per Section 284 of the Municipal Act, 2001

Membres du Comité Committee Members	Salaires Remuneration	Autres rencontres Other meetings	Transport & Dépenses Travel & Expenses	Conférence Convention	Relation Publique Public Relation	Autres Others	Total Indemnités Total Expenses	Total
Ronald M. Bender	\$ 75.00						\$ -	\$ 75.00
Michel Rozon	\$ 75.00						\$ -	\$ 75.00
Gilles Tessier	\$ 75.00						\$ -	\$ 75.00
Marcel Dauth	\$ 75.00						\$ -	\$ 75.00
Gaston Cadieux	\$ 75.00						\$ -	\$ 75.00
	\$ 375.00	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 375.00

Préparé par: Rébecca Ménard, Trésorière adjointe
le 1er février 2019



Vérifié par: Philippe Timbers, Trésorier
le

G/L 1-6-91-1101

Annexe "D" / Schedule "D"

Bibliothèque/Library

État détaillé de la rémunération et des indemnités versées en 2018, conformément à l'article 284 de la Loi de 2001 sur les municipalités
Itemized Statement of Remuneration and Expenses paid in 2018 as per Section 284 of the Municipal Act, 2001

Membres de la Commission Members of the Board	Salaires Remuneration	Autres rencontres Other meetings	Transport & Dépenses Travel & Expenses	Conférence Convention	Relation Publique Public Relation	Autres Others	Total Indemnités Total Expenses	Total
Marie-Josée Joly	\$ 1,152.94						\$ -	\$ 1,152.94
Raymond Leblanc	\$ 1,152.94						\$ -	\$ 1,152.94
Yvon Léonard	\$ 1,575.72						\$ -	\$ 1,575.72
Johanne Portelance	\$ 1,152.94						\$ -	\$ 1,152.94
Jean-Jacques Poulin	\$ 1,152.94						\$ -	\$ 1,152.94
	\$ 6,187.48	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 6,187.48

Les informations obtenues par Lynn Belle-Isle, Directrice générale
le 1er février 2019

Annexe "E" / Schedule "E"

Hydro Hawkesbury Hydro

**État détaillé de la rémunération et des indemnités versées en 2018, conformément à l'article 284 de la Loi de 2001 sur les municipalités
Itemized Statement of Remuneration and Expenses paid in 2018 as per Section 284 of the Municipal Act, 2001**

Membres de la Commission Members of the Board	Salaires Remuneration	Autres rencontres Other meetings	Transport & Dépenses Travel & Expenses	Conférence Convention	Relation Publique Public Relation	Autres Others	Total Indemnités Total Expenses	Total
Pierre Gauthier	\$ 2,000.00						\$ -	\$ 2,000.00
Michel Thibodeau	\$ 2,000.00						\$ -	\$ 2,000.00
André Chamaillard	\$ 2,000.00						\$ -	\$ 2,000.00
Gilles Tessier	\$ 2,000.00						\$ -	\$ 2,000.00
Yves Paquette	\$ 2,000.00						\$ -	\$ 2,000.00
	\$ 10,000.00	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 10,000.00

Les informations obtenues par Michel Poulin, Gérant
le 1er février 2019

Corporation de la ville de Hawkesbury

Recommandation au conseil

N° 2019 REC-16

N° de dossier: s/o

Date de la réunion: 11 Mars 2019

Objet: Prendre soin de votre eau potable: Un Guide destiné aux membres des conseils municipaux

Recommandation

ATTENDU que ce guide aidera les conseillers municipaux à mieux comprendre leurs responsabilités en vertu de la Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable et pour les renseigner sur la façon dont l'eau potable est protégée en Ontario.

ET ATTENDU que le « propriétaire » d'un réseau d'eau potable municipal est souvent la municipalité en tant que personne morale. Les membres des conseils municipaux et les fonctionnaires municipaux qui supervisent cette personne morale supervisent ou exercent aussi un pouvoir décisionnel concernant les réseaux d'eau potable qu'elle détient. Ils ont la responsabilité de disposer des politiques, outils de gestion et processus nécessaires afin que la municipalité respecte toutes ses exigences législatives et réglementaires aux termes de la Loi.

ET ATTENDU que seront présenté des rapports, des résultats d'inspections et une nouvelle version du plan opérationnel pour le système de gestion de la qualité des réseaux d'eau potable, et il est primordial de comprendre le processus et les responsabilités du permis d'exploitant de l'eau potable.

Il est recommandé au Conseil de prendre connaissance du guide pour comprendre vos responsabilités en matière de surveillance de l'eau potable.

Note explicative, historique, mise en situation

Des mesures législatives et réglementaires strictes sont les composantes clés du filet de sécurité de l'eau potable de l'Ontario. Le présent guide traite essentiellement de la *Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable* (la « Loi ») qui procure un cadre de travail législatif pour tous les réseaux d'eau potable municipaux ainsi que pour certains réseaux non municipaux. La *Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable* prévoit un ensemble de normes et de règles provinciales cohérentes afin de garantir un accès fiable à une eau potable saine et de grande qualité.

Incidence au budget

aucune

Études concernées

aucune

Documents de support

<https://www.ontario.ca/fr/page/prendre-soin-de-votre-eau-potable-un-guide-destine-aux-membres-des-conseils-municipaux>

Service(s) impliqué(s)

Services environnementaux

Soumis et recommandé par

Martin Perron

Martin Perron, Surintendant service de l'environnement - 26 février 2019

Commentaires du directeur général

Daniel Gatié, directeur général

Corporation of the Town of Hawkesbury

Recommendation to Council

N° 2019 REC-16

File N°: n/a

Date of meeting: March 11, 2019

Subject: Taking Care of your Drinking Water: A Guide for Members of Municipal Councils

Recommendation

WHEREAS this guide will help municipal councillors to better understand their responsibilities under the 2002 Safe Drinking Water Act and provide them with information on how drinking water is protected in Ontario.

AND WHEREAS the "Owner" of a municipal drinking water system is often the municipality as a corporation. Municipal council members and municipal officials who oversee this corporation also oversee or exercise decision-making authority over the drinking water systems it holds. They are responsible for having the policies, management tools and operation necessary to ensure that the municipality meets all of its legislative and regulatory requirements under the said Act.

AND WHEREAS reports, inspection results and a new version of the Operational Plan for the Drinking Water Quality Management System will be presented, and it is important to understand the process and responsibilities of the Drinking Water Licensing.

It is recommended that Council take note of the said guide to understand their responsibilities for monitoring drinking water.

Explanation, history, context

Strong legislative and regulatory measures are key components of Ontario's drinking water safety net. This guide focuses on the *Safe Drinking Water Act, 2002* (SDWA or the act), which provides a legislative framework for all municipal drinking water systems, as well as some non-municipal systems. The *Safe Drinking Water Act, 2002* provides a

consistent set of province-wide standards and rules to ensure access to safe, high quality, reliable drinking water.

Impact on budget

none

Relevant studies

none

Supporting document

<https://www.ontario.ca/page/taking-care-your-drinking-water-guide-members-municipal-councils>

Department(s) involved

Environmental Services

Submitted and recommended by

Martin Perron

Martin Perron, Environmental Service Superintendent

Comments of the Chief Administrative Officer


Daniel Gaffen, CAO

Corporation de la ville de Hawkesbury

Recommandation au conseil

N° 2019-REC-22

N° de dossier:

Date de la réunion: le 11 mars, 2019

Objet: rapport final OPPRO

Recommandation

ATTENDU que le service du développement économique de la Ville de Hawkesbury en partenariat avec le service du développement économique et touristique des Comtés unis de Prescott-Russell ont complété le rapport final du projet Opportunités Prescott et Russell Opportunities (OPPRO);

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Conseil reçoive le rapport final tel que présenté.

Note explicative, historique, mise en situation

Le 24 septembre 2018, des employés des Comtés unis de Prescott-Russell ont présenté le rapport final du projet Opportunités Prescott-Russell Opportunities (OPPRO) au Conseil municipal. Par la suite, le rapport a été traduit et distribué à tous les participants du sondage. Le rapport fut également affiché sur notre page Web. Ce rapport comprend les résultats du sondage de soixante-dix-neuf (79) entreprises de notre collectivité.

Les données recueillies ont ensuite été analysées de façon anonyme. Les faiblesses et les menaces ainsi que les forces et les opportunités ont été mises en relief. Par la suite, nous avons développé un plan d'action visant à favoriser le maintien et l'expansion des entreprises locales.

L'administration prépare un plan d'implantation du plan d'action auquel prendront part des intervenants de la communauté ainsi que l'administration municipale. On estime que l'implantation du plan d'action s'étendra sur une période de quelques années et que le document deviendra un document vivant puisque d'autres directives découlent de l'implantation du plan d'action.

Incidence au budget

aucune

Études concernées

aucune

Document de support

Consultez le site Web pour le rapport final

Service(s) impliqué(s)

aucun

Soumis et recommandé par


Daniel Gatién, directeur général
11 mars, 2019

Commentaires du directeur

général aucun

Corporation of the Town of Hawkesbury

Recommendation to Council

N° 2019-REC-22

File N°:

Date of meeting: March 11, 2019

Subject: final report OPRO

Recommendation

WHEREAS the Economic Development department of the Town of Hawkesbury in partnership with the Economic Development and Tourism department of the United Counties of Prescott & Russell completed the final report of the project Opportunités Prescott-Russell Opportunities (OPRO);

BE IT RESOLVED that Council receive the final report as presented.

Explanation, history, context

On September 24, 2018, employees of the United Counties of Prescott & Russell presented the final report of the project Opportunités Prescott-Russell Opportunities (OPPRO) to the Municipal Council. Subsequently, the report was translated and distributed to those participating in the survey. The report was also posted on our Web page. The report includes the results of the survey of seventy-nine (79) businesses in our community.

The data collected was analysed anonymously. The weaknesses and threats along with the strengths and opportunities were highlighted. Subsequently, we developed an action plan aimed at promoting the maintenance and expansion of local businesses.

The Administration is preparing an implementation plan of the action plan involving both community stakeholders and municipal administration. We expect that the implementation of the action plan will require a timeframe extending over a few years and that the document will become a living document as other directives will come out of the action plan's implementation.

Impact on budget

none

Relevant studies

none

Supporting document

See report on website.

Department(s) involved

none

Submitted and recommended by

Daniel Gatié, Chief Administrative Officer
March 11, 2019

Comments of the Chief Administrative

Officer none

CORPORATION DE LA VILLE DE HAWKESBURY

NOTE DE SERVICE

DESTINATAIRE: Conseil municipal (réunion du 11 mars 2019)

EXPÉDITEUR : Guillaume Boudrias, Gestionnaire de projets, génie civil

DATE : Le 28 février 2019

OBJET : Comité conjoint de recyclage - Réf. : Achat d'un camion de recyclage et de bacs de récupération sur roues

Madame la mairesse, messieurs les conseillers,

ORIGINE DE LA DEMANDE

Au court de la réunion du comité conjoint de recyclage du mardi 19 février dernier, il a été proposé par les membres du comité de faire l'achat d'un nouveau camion de recyclage équipé d'un bras hydraulique et de bacs de récupération sur roues. Ceux-ci, dans le but de faciliter la collecte en utilisant le bras hydraulique.

Par conséquent, le comité désire connaître la position des trois conseils municipaux impliqués dans cette décision avant de procéder à ces importants achats.

MISE EN SITUATION

Présentement, le comité conjoint de recyclage opère et maintient deux camions de recyclage sans bras hydraulique. Ceux-ci sont en service 5 jours sur 5 afin de desservir la totalité de la population des trois municipalités. Il est donc extrêmement difficile d'effectuer l'entretien régulier des camions. De plus, lors de bris d'équipement, le comité ne peut pas effectuer la collecte puisqu'il n'y a aucun camion de remplacement disponible.

Afin de remédier à ce manque et d'améliorer l'efficacité du service, le comité propose l'achat d'un troisième camion équipé d'un bras hydraulique. Le bras hydraulique permet la collecte du recyclage sans que l'opérateur/conducteur descende du camion afin d'accrocher les bacs au verseur. Cependant, il est recommandé d'utiliser des bacs de récupération sur roues de format 32, 64 ou 95 gallons (121, 242 ou 360 litres) pour faciliter l'opération.

COÛTS ET FINANCEMENTS

À la rencontre du 19 février 2019, le comité conjoint de recyclage présente une soumission budgétaire reçue le 15 janvier 2018 du fournisseur Joe Johnson Equipment pour l'achat d'un nouveau camion équipé d'un bras hydraulique au montant de 344,447.00 \$ excluant la TVH.

En ce qui a trait aux bacs de récupération sur roues, il est mentionné qu'un bac d'une capacité de 64 gallons (242 litres) peut être acheté en grande quantité pour la somme de 65.00 \$ l'unité. Ceci représente un investissement d'environ 350,000.00 \$ pour les résidents de la ville de Hawkesbury et d'environ 710,000.00 \$ pour la totalité des participants du comité.

Les états financiers 2019 démontrent qu'il y a un montant total de 659,132.73 \$ en réserve pour la période se terminant le 31 décembre 2018 et qu'un transfert de 140,000.00 \$ est prévu pour l'année 2019.

Sachant ceci, il est proposé par le comité que l'achat du camion soit totalement financé par la réserve. Cependant, en ce qui a trait aux bacs de récupération, le financement est encore à déterminer.

CONCLUSION

L'administration ne voit aucune objection à ce que le comité conjoint de recyclage procède à l'achat d'un camion supplémentaire. Celui-ci permettra d'augmenter la fiabilité et le niveau de service. De plus, la totalité des coûts sera absorbée par la réserve déjà en place.

En ce qui a trait aux bacs de récupération sur roues, l'administration reconnaît qu'il y a une demande pour des contenants de plus grand format afin d'encourager les gens à recycler davantage et à faciliter la collecte. Cependant, puisque le financement de ceux-ci n'a toujours pas été clairement indiqué, l'administration suggère que les coûts soient répartis 50/50 entre le comité et les municipalités participantes.

CORPORATION OF THE TOWN OF HAWKESBURY

MEMORANDUM

TO: Municipal Council (March 11, 2019 meeting)

FROM : Guillaume Boudrias, Project Manager, Civil Engineering

DATE : February 28, 2019

SUBJECT : Joint Recycling Committee - Ref.: Purchase of a recycling truck and rollout recycling containers

Madam the Mayor, Councillors,

SOURCE OF REQUEST

At the Joint Recycling Committee's meeting on Tuesday, February 19th, it was proposed by the members to purchase a new recycling truck equipped with a hydraulic arm and rollout recycling containers in order to facilitate the collection using the hydraulic arm.

Therefore, the committee wants to know the position of the three municipal councils involved in this decision before making these major purchases.

BACKGROUND

Currently, the Joint Recycling Committee operates and maintains two recycling trucks without hydraulic arms. They are in service five days a week in order to service the entire population of the three participating municipalities. It is therefore, extremely difficult to perform regular maintenance. In addition, during equipment failure, the committee cannot complete the scheduled collection since there are no replacement trucks available.

In order to remedy the situation and improve the efficiency of the service, the committee proposes the purchase of a third truck equipped with a hydraulic arm. The hydraulic arm allows the recycling collection without the operator/driver getting off the truck to hookup the rollout bins to the tipper. However, it is recommended to use 32, 64 or 95 gallon (121, 242 or 360 litre) rollout recycling containers to ease the operation.

COSTS AND FINANCING

At the February 19, 2019 meeting, the Joint Recycling Committee presented a budgetary submission received on January 15, 2018 from the supplier Joe Johnson Equipment for the purchase of a new truck equipped with a hydraulic arm in the amount of \$ 344,447.00 excluding HST.

With respect to the rollout recycling containers, it is mentioned that a 64-gallon (242-litre) bin can be purchased in large quantities for \$ 65.00 per unit. This represents an investment of approximately \$ 350,000.00 for the Town of Hawkesbury's residents and approximately \$ 710,000.00 for all of the committee's participants.

The 2019 budget show a total amount of \$ 659,132.73 in reserve for the period ending December 31, 2018 and a planned transfer of \$ 140,000.00 for the year 2019.

Knowing this, the committee propose that the purchase of the truck be financed in totality by the reserve. However, with respect to the rollout recycling containers, funding is still to be determined.

CONCLUSION

The administration has no objection to the purchase of an additional truck by the Joint Recycling Committee. This will increase the reliability and the level of service. In addition, all costs will be absorbed by the reserve already in place.

With respect to the rollout recycling containers, the administration recognizes that there is a demand for larger containers to encourage people to recycle more and facilitate collection. However, since the funding of these has not been clearly indicated, the administration suggests that the costs be divided 50/50 between the committee and the participating municipalities.

In light of the review of the Ontario Municipal Partnership Fund (OMPF) announced by the Provincial government, the Council of the Township of South Stormont passed the following resolution at its meeting of February 20, 2019:

Resolution Number: 047/2019

Moved by: Deputy Mayor Smith Seconded by: Councillor Guindon

Whereas the Provincial government announced it was conducting a review of the Ontario Municipal Partnership Fund (OMPF), which provides annual funding allotments to municipal governments to help offset operating and capital costs;

And whereas Municipalities were further advised that the overall spending envelope for the program would decrease having a significant impact on future budgets and how funds are raised by Municipalities as funding will be reduced by an unspecified amount;

And whereas if allocations to municipalities are reduced, Councils will need to compensate with property tax increases or local service reductions;

And whereas, the 2018 South Stormont allocation was **\$821,700**, which is equivalent to **14%** of the Township's municipal property tax revenue;

And whereas, a 14% increase in the municipal property tax rate would increase the municipal component of property taxes paid for an average household by **\$129 per year**;

And whereas the Township of South Stormont prides itself on efficient and value for money practices every day;

Now therefore be it resolved that although an interim payment has been received, Council of the Township of South Stormont expresses grave concern with the potential reduction and/or loss of the OMPF allotment in future years;

And further, Council petitions the Provincial government to complete the OMPF review in an expeditious manner as future financial consideration ensures municipal sustainability;

And furthermore, that this resolution be circulated to the Premier, Ministers of Finance, Municipal Affairs and Housing, our local MPP and all Ontario municipalities for their endorsement and support.

CARRIED

Your endorsement and support of this resolution would be appreciated.

Sincerely,

Ashley Sloan

Clerk's Assistant
Marriage Officiant



Come see for yourself!

Township of South Stormont
2 Mille Roches Rd., P.O. Box 84
Long Sault, ON K0C 1P0
Email: ashley@southstormont.ca
Office: 613-534-8889 ext. 204
Fax: 613-534-2280



[Like Us On Facebook](#)

This e-mail originates from the Township of South Stormont e-mail system. Any distribution, use or copying of this e-mail or the information it contains by other than the intended recipient(s) is unauthorized. If you are not the intended recipient, please notify me at the telephone number shown above or by return e-mail and delete this communication and any copy immediately. Thank you.



Please consider the environment before printing this email



7th Floor, Frost Building South
7 Queen's Park Crescent
Toronto ON M7A 1Y7
Telephone: 416-325-0400
Facsimile: 416-325-0374

7^e étage, Édifice Frost Sud
7 Queen's Park Crescent
Toronto ON M7A 1Y7
Téléphone : 416 325-0400
Télécopieur : 416 325-0374

Le 13 février 2019

Madame,
Monsieur,

Les présentes visent à faire le point sur le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO) pour 2019.

Reconnaissant que l'année budgétaire des municipalités est déjà bien avancée, le gouvernement maintiendra pour 2019 la structure actuelle du FPMO et de l'Aide transitoire. C'est donc dire que le programme et le financement resteront pratiquement les mêmes qu'en 2018, tout en permettant les mises à jour des données annuelles et les rajustements connexes. Nous avons entendu les préoccupations des municipalités, et c'est pourquoi nous leur offrons la prévisibilité dont elles ont besoin pour finaliser leur budget.

Le personnel du ministère s'emploie à finaliser les mises à jour des données pour faire en sorte que le FPMO continue de répondre aux besoins changeants des municipalités comme c'est le cas actuellement. Les avis indiquant le financement alloué à chaque municipalité ainsi que les documents connexes seront disponibles à la mi-mars. À ce moment, l'enveloppe de financement définitive pour 2019 sera également annoncée. Conformément à la pratique des années précédentes, l'Aide transitoire diminuera progressivement vu que moins de municipalités ont besoin de ce financement.

Comme nous vous en avons fait part précédemment, l'Ontario a hérité d'un déficit de 15 milliards de dollars. Si nous ne faisons rien pour nous attaquer au coût élevé du service de cette dette massive, cela mettra en danger nos hôpitaux, nos écoles et d'autres services publics. Nous ne pouvons pas permettre que cela se produise. Nous continuons de passer en revue les paiements de transfert du gouvernement, y compris le FPMO, dans le but de remettre notre province sur la voie de la viabilité et de la responsabilité financières.

Dans les mois à venir, nous continuerons de consulter les municipalités pour nous assurer que le FPMO est viable et axé sur les municipalités du Nord et les municipalités rurales qui ont le plus besoin de ce financement. Comme nous l'avons mentionné en décembre, le FPMO fera l'objet d'un examen. Pour cette raison, nous nous engageons à annoncer les montants alloués en 2020 bien avant l'année budgétaire des municipalités pour que celles-ci aient le temps de planifier.

Nous respectons nos partenaires municipaux et continuons de les écouter et de collaborer avec eux de façon constructive pour trouver des moyens plus judicieux et plus économiques d'améliorer la vie de nos collectivités.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre des Finances,

Original signé par

Vic Fedeli

- c. L'honorable Steve Clark, ministre des Affaires municipales et du Logement
Jamie McGarvey, président, Association of Municipalities of Ontario



7th Floor, Frost Building South
7 Queen's Park Crescent
Toronto ON M7A 1Y7
Telephone: 416-325-0400
Facsimile: 416-325-0374

7^e étage, Édifice Frost Sud
7 Queen's Park Crescent
Toronto ON M7A 1Y7
Téléphone: 416-325-0400
Télécopieur: 416-325-0374

February 13, 2019

Dear Head of Council:

We are writing to provide you with an update on the 2019 Ontario Municipal Partnership Fund (OMPF).

Recognizing that we are already well into the municipal budget year, the government will be maintaining the current structure of the OMPF for 2019 as well as Transitional Assistance. This means that the program and funding will remain virtually the same as in 2018, while allowing for annual data updates and related adjustments. We heard the concerns of municipalities and that is why we are now providing the certainty they need to begin finalizing their budgets.

Ministry staff are working to finalize data updates to ensure the OMPF continues to be responsive to changing municipal circumstances as is the case under the current program. Allocation notices with funding details for each municipality, as well as supporting material, will be available in mid-March. At that time, the final 2019 funding envelope will also be announced. Consistent with prior years, Transitional Assistance will continue to gradually decline as fewer municipalities require this funding.

As we communicated previously, Ontario inherited a \$15 billion deficit. The rising cost of servicing our massive debt, if left unchecked, will imperil our hospitals, schools and other public services. We cannot allow this to happen. We continue to review government transfer payments, including the OMPF, as we work to put our province back on a sustainable and responsible fiscal path.

In the coming months, we will continue to consult with municipalities to ensure the OMPF program is sustainable and focused on the Northern and rural municipalities that need this funding the most. As we noted in December, the OMPF will be reviewed. For this reason, we are committed to announcing 2020 allocations well in advance of the municipal budget year so that municipalities have appropriate time to plan.

.../cont'd

We respect our municipal partners and remain committed to listening and working together constructively to find smarter and more efficient ways to make life better for our communities.

Sincerely,

Original Signed by

Vic Fedeli
Minister of Finance

c: The Honourable Steve Clark, Minister, Municipal Affairs and Housing
Jamie McGarvey, President, Association of Municipalities of Ontario

CORPORATION DE LA VILLE DE HAWKESBURY

DESTINATAIRE: Conseil municipal (réunion du 11 mars 2019)

EXPÉDITEURS : Philippe Timbers, trésorier

DATE : Le 11 mars 2019

OBJET : Ratio de taxes et programme de remises à l'égard des locaux vacants

Madame la maire, messieurs les conseillers,

Le 26 février dernier, les trésoriers des différentes municipalités des Comtés-Unis nous sommes rencontrés pour discuter de trois sujets en particulier :

- Ratios de taxes – propriétés industrielles
- Ratios de taxes – propriétés agricoles
- Programme de remises à l'égard des locaux vacants (Vacancy Unit Rebate Program)

RATIOS DE TAXES

MISE EN CONTEXTE

Les ratios de taxes sont établis à base de comtés. Ils ont été introduits en 1998 avec la réforme sur les taxes foncières à partir d'un système d'évaluation uniforme basé sur la valeur actuelle. La réforme du système a créé des iniquités entre les différentes catégories mais également à l'intérieur même des catégories. Pour éviter que le fardeau fiscal devienne trop important pour certaines catégories, des ratios transitoires ont été introduits. Ces ratios transitoires ont perduré jusqu'à aujourd'hui.

La province a établi des lignes directrices appelées « Range of Fairness ». L'objectif étaient que les municipalités se rapproche du Range of Fairness avec leurs ratios. Les municipalités ont le choix de maintenir les ratios, de se rapprocher des lignes directrices, mais ne peuvent pas augmenter les ratios davantage.

Malgré la réforme et les dispositions transitoires, certaines catégories ont absorbé le transfert du fardeau fiscal. La Province a donc introduit des mesures de plafonnement « capping », pour limiter les augmentations dans certaines catégories

de propriétés. Aujourd’hui, la Province établie des limites pour les catégories multi-résidentielles, commerciales et industrielles. Si les ratios de la municipalité excèdent les limites imposées, ces catégories deviennent « levy-restricted » ce qui veut dire que chaque augmentation des taux de taxes pour ces catégories est réduite par un facteur de 0.5.

Au tableau 1 ci-dessous, vous retrouverez les ratios des Comtés-Unis de Prescott et Russell en 2018, le « Range of Fairness » de la Province ainsi que les limites imposées sur les ratios.

Tableau 1 – Comparaison entre les CUPR et les lignes directrices de la Province

2018 Ratios	Provincial		Upper Tiers
	Range of Fairness	Threshold Ratio	CUPR
Residential	1	-	1.000000
Farm	0.00 to 0.25	-	0.250000
Managed Forest	0.25	-	0.250000
Multi-Residential	1 to 1.1	2.00	2.000000
Commercial	0.6 to 1.1	1.98	1.440999
Industrial	0.6 to 1.1	2.63	2.872492
Large Industrial	0.6 to 1.1	2.63	3.859972
Pipeline	0.6 to 0.7	-	1.415789
Landfill	0.6 to 1.1	-	1.440999
New Multi-Res	0.6 to 1.1	1.00	1.000000

ANALYSE – Ratio de taxes industrielles

Comme vous pouvez le voir au tableau 1, les ratios pour les catégories industrielles dépassent la limite de 2.63 imposé par la Province, ce qui veut dire qu’elles sont présentement « levy-restricted ». En 2017, les trésoriers des Comtés-Unis nous étions engagés à réduire le ratio des classes industrielles combinés « Broad Class » à 2.63 sur une période de 5 – 10 ans à raison de 2% par année. En 2018, nous avions augmenté la réduction à 3% et pour 2019 nous proposons une réduction de 4%. Le conseil des Comtés-Unis voteront sur les ratios de taxes à la fin du mois de mars. Au tableau 2, vous pouvez voir l’évolution des ratios industrielles au cours des dernières années.

Tableau 2 – Évolutions du ratio des classes industrielles

Classes	Ratios			Proposed 2019
	2016	2017	2018	
Industrial	3.082509	2.990680	2.872492	2.721517
Large Industrial	4.142185	4.018789	3.859972	3.657094
Industrial Broad Class	3.274438	3.20895	3.072706	2.895417

Les changements apportés aux ratios de taxes n'augmentent pas ou ne diminuent pas les revenus de taxations, mais permettent de répartir différemment la contribution de chaque catégorie. Évidemment, en réduisant le ratio industriel, les autres catégories doivent absorber le manque à gagner de la classe industrielle, et le résidentiel, qui est le plus grand contributeur, en est le plus affecté. Lors des discussions budgétaires nous avions estimé une augmentation du taux de taxe de 1.95 %. Avec les changements apportés au ratio industrielle, le taux devrait être augmenté d'un 0.37% additionnel pour atteindre la réquisition budgétée. Le changement signifie un transfert du fardeau fiscal de 23,500\$ de l'industriel au résidentiel, ce qui représente une augmentation d'environ 6.3 \$ pour une habitation moyenne. Donc, au total le taux de résidentiel augmenterait de 2.32 % suite à cette décision.

À l'annexe A ci-joint, vous pouvez comparer les ratios des Comtés-Unis avec d'autres municipalités de palier supérieur et de palier unique. Comme vous pouvez le voir, les ratios des Comtés-Unis se retrouvent parmi les plus élevés dans la région.

CONCLUSION

À court terme, le fardeau fiscal est transféré de la classe industrielle aux autres classes, notamment le résidentiel. Par contre, à long-terme, réduire le ratio à la limite de 2.63 imposé par la Province, permettra au secteur industriel de contribuer pleinement aux augmentations futurs des taux de taxes. Également, avoir un ratio plus compétitif auprès de nos voisins pourrait permettre d'attirer plus d'industries dans notre région pour réduire le fardeau fiscal futur du résidentiel.

Également, la Province pourrait un jour, décider d'imposer la réduction des ratios des municipalités pour atteindre les « Range of Fairness ». Un tel changement pourrait avoir un impact majeur sur le résidentiel. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés à réduire graduellement le ratio industriel pour atteindre la limite imposée par la Province pour répartir l'impact sur plusieurs années.

Finalement, la valeur du roll d'évaluation actuelle nous permet de procéder ainsi, tout en ayant un impact mitigé sur le résidentiel. Le nouveau cycle d'évaluation prévu pour 2021 pourrait être très différent et l'impact pourrait être plus grand sur le résidentiel. Donc, c'est notre avis que le moment est opportun pour effectuer un tel

changement.

ANALYSE – Ratio de propriétés agricoles

Les propriétaires de terres agricoles ont demandé aux Comtés-Unis de réduire le ratio de 0.25 à 0.24. La ville de Hawkesbury n'a qu'une seule propriété agricole qui représente (0,01%) de son évaluation totale. Donc, l'impact direct pour la ville de Hawkesbury serait pratiquement nul. L'impact sur les autres municipalités des Comtés-Unis serait plus grandes. Par contre, les contribuables de Hawkesbury seraient affectés indirectement, par l'intermédiaire des taxes de comtés.

En regardant les autres municipalités de palier supérieurs, certaines d'entre eux ont modifié le ratio à 0.24. Par contre, plusieurs d'entre elle regardent présentement à retourner leur ratio à 0.25.

CONCLUSION

Pour ces raisons, nous sommes d'avis que le ratio agricole est déjà suffisamment réduit et ne requiert pas de réduction additionnelle et devrait demeurer à 0.25.

PROGRAMME DE REMISES À L'ÉGARD DES LOCAUX VACANTS

MISE EN CONTEXTE

Selon l'article 364 de la Loi sur les Municipalités, le programme de remises à l'égard des locaux vacants accorde des réductions de taxes aux propriétaires qui ont des unités vacantes dans des bâtiments commerciaux ou industriels. Les propriétaires éligibles bénéficient d'un rabais de 30% au prorata de l'espace vacante.

En 2016, la Province a introduit un cadre législatif qui donne aux municipalités une grande marge de manœuvre pour peaufiner leurs programmes de réduction et de remboursement des locaux vacants. Cette plus grande souplesse permet aux municipalités d'adapter ces programmes en fonction des conditions locales, tout en tenant compte des intérêts des entreprises locales. Les municipalités qui ont décidé de modifier leurs programmes de locaux vacants ont mis en œuvre divers changements, mais 80% d'entre elles élimineront progressivement la composante municipale d'ici 2020.

ANALYSE

Le programme de remises à l'égard des locaux vacants est une décision qui se fait à base de comtés. Les municipalités ont le choix d'abolir complètement le

programme, de garder le statu quo ou bien de modifier le programme pour qu'il réponde à leurs besoins.

En 2017, la ville de Hawkesbury a remboursé un peu plus de 41,000 \$ en rabais de taxes pour les locaux vacants et en 2018 ce montant a augmenté à un peu plus de 50,000 \$, soit près de 0.5% des taxes. La ville de Hawkesbury est la municipalité des Comtés-Unis la plus affectée et semble être la seule municipalité à avoir un intérêt accru pour modifier le programme.

Le processus d'abolir ou de modifier le programme est complexe. Les municipalités doivent faire application auprès de la Province, mais auparavant, doivent tenir des séances portes ouvertes avec la population. Les municipalités doivent également présenter leurs arguments, les raisons et les impacts sur les changements au programme. L'administration du programme est relativement simple. Considérant la complexité de modifier le programme et le fardeau administratif supplémentaire qu'apporterait un programme révisé, le consensus entre les trésoriers étaient que nos options étaient de maintenir le statu quo ou d'abolir complètement le programme.

Certaines personnes ont soulevé la question que si nous éliminons le programme, est-ce que les propriétaires auraient d'autres recours possibles? La trésorière des Comtés-Unis vérifient présentement la question auprès des autres municipalités.

Le programme a des avantages. Comme par exemple, donner un support durant les périodes difficiles aux propriétaires de bâtiments vacants. Cela permet leur permet de compenser en partie aux manques de revenus durant ces périodes. Par contre, on remarque qu'en général ce sont plutôt les grandes sociétés d'investissements qui profitent de ce programme comparativement aux propriétaires uniques.

CONCLUSION

Considérant que la ville de Hawkesbury est la municipalité la plus affecté par le programme, je recommanderais d'appuyer l'abolition du programme. Plusieurs municipalités ont identifié le besoin de modifier le programme et 80% d'entre eux élimineront le programme plutôt que d'apporter des modifications.

CORPORATION OF THE TOWN OF HAWKESBURY

TO: Municipal Council
FROM: Philippe Timbers, Treasurer
DATE: March 11th, 2019
SUBJECT: Tax ratios and Vacancy Unit Rebate Program

Mayor, Councillors,

On February 26th, 2019, the treasurers of the United Counties of Prescott and Russell met to discuss the following three topics:

- Tax Ratios – Industrial Classes
- Ratios de taxes – Farmland
- Vacancy Unit Rebate Program

TAX RATIOS

BACKGROUND

The tax ratios are set at the County level. They were introduced shortly after 1998 when the Province implemented a uniform assessment system based on “current value”. The tax reform would have created significant shift in tax burdens within and between classes of property. To avoid those significant shifts, transition ratios were calculated. These ratios continued to the present day.

The provincial government set ranges of fairness, hoping that municipalities would move towards them. Municipalities can set their tax ratios to maintain the transitions ratios, move toward the range of fairness, but cannot increase it and worsen the inequities between classes.

Even with all of the tax policy reforms and phase-in mechanisms, however, there were still large shifts in tax burdens. To reduce the shift, the provincial government introduced capping options and later on prescribed threshold ratio to limit municipal levy increases for multiresidential, commercial and industrial classes. If tax ratios exceed the threshold, theses classes are levy-restricted, which means every tax rate increase for these category are limited by a factor of 0.5.

In table 1 below, you will find the County's 2018 ratios, the province Range of Fairness and threshold ratios.

Table 1 – Comparison between UCPR ratios and the Province Range of Fairness and thresholds.

2018 Ratios	Provincial		Upper Tiers
	Range of Fairness	Threshold Ratio	CUPR
Residential	1	-	1.000000
Farm	0.00 to 0.25	-	0.250000
Managed Forest	0.25	-	0.250000
Multi-Residential	1 to 1.1	2.00	2.000000
Commercial	0.6 to 1.1	1.98	1.440999
Industrial	0.6 to 1.1	2.63	2.872492
Large Industrial	0.6 to 1.1	2.63	3.859972
Pipeline	0.6 to 0.7	-	1.415789
Landfill	0.6 to 1.1	-	1.440999
New Multi-Res	0.6 to 1.1	1.00	1.000000

ANALYSIS – Industrial Tax Ratios

As you can see in table 1, the tax ratios for the industrial classes exceeds the limit of 2.63 required by the Province, therefore are levy-restricted. In 2017, the treasurers of the United Counties committed to reduce the ratio of the Industrial Broad Class to 2.63 in a timeframe of 5 to 10 years at a rate of 2% per year. In 2018, we increase the reduction to 3% and for 2019; we are proposing a reduction of 4%. The United Counties' Council should vote on the ratios at the end of March. In table 2, you will see the changes in the industrial tax rates for the past years.

Tableau 2 – Changes to the Industrial Tax rates

Classes	Ratios			Proposed 2019
	2016	2017	2018	
Industrial	3.082509	2.990680	2.872492	2.721517
Large Industrial	4.142185	4.018789	3.859972	3.657094
Industrial Broad Class	3.274438	3.20895	3.072706	2.895417

The changes in tax ratio does not create additional nor reduce the tax levy, however, they allow shifting the tax burden between categories. Obviously, by reducing the industrial ratio the other categories must pick up the difference and the residential, being the largest category, is the most affected. During budget meetings, we estimated the residential tax rate to increase by 1.95%. With the changes to the industrial tax ratio, the rate would need to be increased by an additional 0.37% to obtain the tax levy budgeted. The changes signify a \$ 23,500 shift from industrial to residential, which represent a \$ 6.3 increase for an average household. Following this decision, the final residential tax rate increase should be close to 2.32 %.

In Schedule A attached, you can compare the United Counties tax ratios with other neighboring upper and single tier municipalities. As you can see, the Counties ratios are amongst the highest in the region.

CONCLUSION

In the short term, the tax burden is transferred from the industrial classes to the other classes, in particular the residential class. However, in the long-term, the reduction of the industrial ratio below the threshold of 2.63 established by the Province, will allow the industrial classes to contribute fully to future tax rate increases. In addition, a more competitive industrial tax rate will appeal more to future industries, in order to attract them in our region.

In addition, the provincial government could one day decide to impose the range of fairness to the municipalities. Such an important change could have a significant impact on the residential tax base. This is why the treasurers of the Counties, have committed to reduce gradually the industrial tax ratio to reach the Province threshold to soften the blow over many years.

Finally, the current assessment roll allows us to proceed this way, without a significant impact on the residential. The new assessment cycle expected for 2021 could include many changes, which could further increase the effect on the residential tax base. Therefore, it is our opinion that the moment is right to move in that direction.

ANALYSIS – Farmland ratio

Farmland owners requested that the United Counties reduce the farmland ratio from 0.25 to 0.24. The Town of Hawkesbury only has one farmland property, which represents 0.01% of our assessment base. Therefore, the immediate impact for the Town is trivial. The impact on the other municipalities in the Counties would be greater. However, indirectly through the county taxes, the Hawkesbury taxpayer would be affected.

When we compared our tax ratios with neighboring upper-tier municipalities, some of them reduced their ratio to 0.24. However, many of them are reverting back to 0.25.

CONCLUSION

For these reasons, it is our opinion the current ratio is sufficiently low and that we should maintain the current farmland ratio to 0.25.

VACANCY UNIT REBATE PROGRAM

BACKGROUND

According to section 364 of the Municipal Act of 2001, the vacancy unit rebate program provide tax rebates or reductions to property owners who have eligible vacancies in commercial and industrial buildings. Eligible properties receive a rebate or reduction of 30% based on the square footage of the vacant unit.

In 2016, the Province introduced a legislative framework to give municipalities broad flexibility to refine their vacancy rebate and reduction programs. This greater flexibility enables municipalities to tailor these programs to best reflect local circumstances, while considering the interests of local businesses. While municipalities that decided to modify their vacancy programs have implemented a variety of changes, 80 per cent of those municipalities will phase out the municipal component by 2020

ANALYSIS

The vacancy unit rebate program is a county-based decision. The municipalities have the choice to completely phase out the program, keep the current program or to modify the program

In 2017, the Town of Hawkesbury reimburse an amount of \$ 41,000 \$ in vacancy rebate to local owners and in 2018 this amount increased to \$ 50,000, which is almost 0.5% of the tax levy. Hawkesbury is the Counties' most affected municipality and seems like the only one with a particular interest in modifying the program.

The process of phasing out or modifying the program is not simple. The municipalities will need to submit their application to the Province, but will need to hold public information session before. They will also need to present their arguments, analysis and the effects the changes will bring. Administering the program is relatively simple now. Considering the complexity of modifying the program and the administrative burden a more tailored program would entail, the consensus between the treasurers was that our options are either keep the program as-is or to phase-it out completely.

Some people have raised the issue that if we eliminate the program, would the owners have other options? The Treasurer of the United Counties is currently reviewing the matter with other municipalities.

The program does provide some advantages. For example, it allows a financial support during difficult periods for property owners and compensate partially for a lack of revenues during those time. However, in general, we noticed that it is more the large investment corporations that apply for the program, rather than smaller sole-proprietor.

CONCLUSION

Considering that, the Town of Hawkesbury is the municipality the most affected by the program, I recommend to support the phasing-out of the program. Many municipalities identified the need to modify the program and 80% of them decided to phase it out, rather than modifying it.

Annexe "A"



2017 Ratios	Provincial		Upper Tiers											Single Tiers	
	Range of Fairness	Threshold Ratio	CUPR	Frontenac	Haliburton	Hastings	Lanark	Leeds & Grenville	Lennox & Addington	Northumberland	Peterborough	Renfrew	SD&G	Ottawa	Cornwall
Residential	1	-	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000	1.000000
Farm	0.00 to 0.25	-	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.230000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.200000	0.250000
Managed Forest	0.25	-	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000	0.250000
Multi-Residential	1 to 1.1	2.00	2.000000	1.000000	1.393400	1.153500	2.287260	1.000000	2.000000	2.216000	1.780200	1.943600	1.789844	1.452962	2.349200
Commercial	0.6 to 1.1	1.98	1.440999	1.000000	1.482700	1.100000	1.771371	1.346400	1.417467	1.515200	1.098600	1.814700	1.634027	1.926000	1.940700
Industrial	0.6 to 1.1	2.63	2.990680	1.000000	1.718100	1.129200	2.599027	1.811400	2.170000	2.630000	1.543200	2.898454	2.063433	2.705371	2.630000
Large Industrial	0.6 to 1.1	2.63	4.018789	N/A	N/A	1.129200	2.599027	2.803500	2.730000	2.630000	N/A	3.616027	4.143248	2.323221	2.630000
Pipeline	0.6 to 0.7	-	1.415789	N/A	N/A	0.821900	2.018857	1.655100	1.297200	1.198100	0.938600	1.332800	1.367866	1.774650	1.521700
Landfill	0.6 to 1.1	-	1.440999	1.000000	1.482700	1.100000	1.771371	1.346400	2.470697	1.515200	1.098600	1.814700	1.444403	2.071241	1.940700
New Multi-Res	0.6 to 1.1	1.00	1.000000	N/A	1.000000	1.000000	N/A	N/A	1.000000	N/A	1.000000	N/A	N/A	1.000000	N/A

LA CORPORATION DE LA VILLE DE HAWKESBURY

RÈGLEMENT N° 17-2019

Un règlement pour confirmer les délibérations du conseil

ATTENDU QUE l'article 238 de *la Loi de 2001 sur les municipalités*, S. O. 2001, c. 25, autorise le conseil à adopter des règlements pour régir les délibérations du conseil, et;

ATTENDU QUE le conseil de la Corporation de la ville de Hawkesbury juge pertinent de confirmer les délibérations du conseil à sa réunion tenue le 11^e jour du mois de mars 2019.

PAR CONSÉQUENT, le conseil de la Corporation de la ville de Hawkesbury décrète ce qui suit:

1. Les actions du conseil à sa réunion tenue le 11^e jour du mois de mars 2019 en ce qui concerne chaque motion et résolution acceptée et toute autre décision prise par le conseil à cette dite réunion, sont par le présent confirmées et adoptées.
2. La mairesse et les fonctionnaires compétents de la corporation sont, par le présent, autorisés et requis d'entreprendre toutes les démarches nécessaires pour donner suite auxdites actions, la mairesse et la greffière sont autorisées et ordonnées à exécuter tout document nécessaire à cet effet et la greffière est autorisée à apposer le sceau de la corporation à tous ces dits documents.

**LU EN PREMIÈRE, DEUXIÈME ET ADOPTÉ EN TROISIÈME LECTURE CE
11^e JOUR DU MOIS DE MARS 2019.**

Paula Assaly, mairesse

Christine Groulx, greffière

La version anglaise de ce règlement prévaut quant à son interprétation.

THE CORPORATION OF THE TOWN OF HAWKESBURY

BY-LAW N° 17-2019

A by-law to confirm the proceedings of Council

WHEREAS section 238 of the *Municipal Act, 2001*, S.O. 2001, c.25 authorizes council to pass by-laws to govern the proceedings of the council, and;

WHEREAS the Council of the Corporation of the Town of Hawkesbury deems it expedient to confirm the proceedings of the Council at its meeting held on the 11th day of February, 2019.

THEREFORE the Council of the Corporation of the Town of Hawkesbury enacts as follows:

1. The actions of the Council at its meeting held on the 11th day of February, 2019 in respect of each motion and resolution passed and other action taken by the Council at its said meeting are hereby confirmed and adopted.
2. The Mayor and the proper officials of the Corporation are hereby authorized and directed to do all things necessary to give effect of the said actions, the Mayor and the Clerk are authorized and directed to execute all documents necessary in that behalf, and the clerk is authorized and directed to affix the seal of the corporation to all such documents.

**READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL
THIS 11th DAY OF MARCH 2019.**

Paula Assaly, Mayor

Christine Groulx, Clerk